

Compte rendu de voyage en GUADELOUPE

(21 – 28 Avril 2013)

Michel Besson

(Représentant la Coopérative Andines et l'Association MINGA)

Introduction

Je tiens tout d'abord à remercier l'association KAP GWADLOUP et sa présidente Nathalie Minatchy, qui m'ont invité pour ce voyage d'échanges. Je remercie aussi tous les amis guadeloupéens qui m'ont accueilli, guidé, enseigné, et avec qui j'ai pu échanger sur l'histoire, les luttes et la situation actuelle de la Guadeloupe. Je remercie également mon fils Gwenaël (qui vient de trouver un travail en Guadeloupe !), sa compagne et leurs enfants pour leur accueil et la visite de l'île, et Agnès Denis, réalisatrice du film « On trace le chemin » (2013), projeté plusieurs fois durant mon séjour (à voir absolument!).

L'objectif de ce voyage est d'échanger avec les militants qui poursuivent en Guadeloupe les luttes contre la colonisation, et en particulier la lutte dirigée par le LKP (Lyannaj kont pwofitasyon) et qui a duré 44 jours en 2009, le plus longue grève générale qui a pu se dérouler en « France ».

Le point de départ de cette rencontre en Guadeloupe fut l'écriture des livres « Seule la diversité cultivée peut nourrir le monde » (Minga 1911, Editions Le Lintreau) dans lequel Kap Gwadeloup-a écrit un chapitre, et « La bio, entre business et projet de société » (Editions Agone, 1912). Echanger veut dire partager les réalités et les luttes que nous vivons aussi en France, via la Coopérative Andines où je travaille depuis 26 ans, l'Association Minga et de nombreuses autres organisations populaires. Nous avons aussi pu parler des cheminements et des moyens pour construire, ensemble, une autre société... fondée non plus sur la recherche de profit financier d'une minorité mais sur les besoins prioritaires de nos communautés, l'autonomie et une véritable démocratie, notamment sur le plan culturel et économique.

J'ai découvert ici un pays à part entière, une société divisée en classes sociales très affirmées, mais aussi un peuple qui en majorité résiste à la colonisation, ne serait-ce qu'à travers sa langue, le créole, parlé par 97% de la population alors que la seule langue officielle, enseignée, est le français !

Ce premier voyage ayant été très court, j'ai priorisé l'histoire et l'agriculture, et ce compte rendu ne peut être que modeste. Une chose est sûre, je reviendrai. En Guadeloupe !

M.B.

«Sommes-nous des Français à part entière ou bien des Français à part?»

C'est ce que demandait Aimé Césaire en 1967.

Le livre de Gircour et Rey, « LKP » (Editions Sylleps, 2010), donne une réponse: Français peut-être, mais Guadeloupéen, Antillais, sûrement et à part entière!

*« C'est le récit de ces 44 jours d'insurrection qui firent plier les Békés, la bourgeoisie locale et la puissance coloniale: la France. Une grève générale totale, déterminée de tout un peuple: le front unique enfin abouti. Il portait un nom: LKP pour **Lyannaj Kont Pwofitasyon** (rassemblement contre l'exploitation). Une levée en masse qui ne dut ses scènes de violence qu'à la protection des intérêts impérialistes par la puissance coloniale: la France. C'est aussi un retour sur l'histoire de l'île, l'esclavage aboli puis rétabli (1802) puis aboli de nouveau (1848) qui continue de marquer tout un peuple. Ses nombreuses révoltes, les répressions sanglantes jusqu'à l'horreur de 1967 (85 morts) qui ont marqué au fer rouge la conscience collective.*

Ce livre est surtout un bilan de cette lutte exemplaire. Fermer d'autorité les entreprises, comme le LKP l'a fait régulièrement, a eu l'effet paradoxal, de libérer des salariés du chantage implicite ou explicite exercé par leur patron et leur a permis effectivement de pouvoir faire grève, de manifester sans être inquiétés, ce que la loi, à elle seule, ne garantit pas. Quelle autorité, quelle légitimité acquise par le mouvement pour réussir à imposer au patronat un tel rapport de forces! Que d'encre et de bave cette intransigence de classe n'a-t-elle pas fait couler, alors que l'évidence était là: le LKP était le peuple » (Commentaires d'Antoine Detaine).

Plutôt que de tenter de résumer cette très longue lutte, vécue par plusieurs dizaines de milliers de travailleurs guadeloupéens, je préfère conseiller la lecture du livre « LKP » (Editions Sylleps, 2010), et des différents sites, dont wikipedia https://fr.wikipedia.org/wiki/Lyannaj_Kont_Pwofitasyon et celui du LKP: <http://www.lkp-gwa.org/>

La Guadeloupe

Ce petit territoire (Superficie : 1628 km²) des Antilles (mer des caraïbes) est situé à environ 600 km au nord des côtes de l'Amérique du Sud.

La Guadeloupe forme un archipel comprenant huit îles dont les deux principales (en forme de papillon) sont la Grande-Terre et la Basse-Terre, séparées par un étroit canal, la rivière Salée, mais maintenant reliées par deux ponts. La capitale est la ville de Basse-Terre mais la ville de Pointe-à-Pitre est devenue le véritable carrefour économique, avec son port et l'immense zone commerciale Jarry.

Population: 470 000 h. Les villes d'importance sont Les Abymes (63 000 habitants) et son aéroport international, Pointe-à-Pitre (28 000 habitants) et la capitale administrative Basse-Terre (15 000 habitants).

Système politique: département français et région d'outre-mer (DROM).

Economie

Aujourd'hui, 5000 planteurs se partagent 12 300 hectares de canne à sucre (1/3 des surfaces cultivées en Guadeloupe).

98% du sucre produit est exporté. Le sucre roux, brut, fabriqué en Guadeloupe, arrive soit à Marseille, dans une grosse multinationale appelée Saint-Louis Sucre, raffinerie de la Générale Sucrière, soit en Alsace dans une raffinerie du groupe Bernstein. Ce sucre est raffiné, blanchi, puis expédié sur les marchés européens. C'est dans ce créneau, entre le sucre roux et le sucre raffiné, que se situe la valeur ajoutée tirée du sucre, qui profite au raffineur et au distributeur de ce sucre raffiné, mais pas au planteur guadeloupéen... La fabrication du rhum utilise 10% de la canne à sucre mais elle reste aussi aux mains de quelques grands propriétaires. Au total, la canne fait vivre en

Guadeloupe environ 30 000 personnes.

Durant mon voyage, je n'ai trouvé aucune coopérative de production de sucre ou de rhum.

La culture de la banane (d'exportation là aussi!) génère plus de 10 000 emplois et a augmenté ces dernières années : 12% des surfaces cultivées.

Le marché mondial de la banane est dominé par 3 multinationales américaines qui réalisent 70% des transferts (Chiquita, Del Monte et Dole).

L'agriculture guadeloupéenne emploie 7 % de la population active travaillant sur 10 300 exploitations agricoles. Les terres arables se répartissent autour de 24 000 hectares, soit 14% de la superficie totale de l'archipel guadeloupéen. Les cultures industrielles couvrent à elles seules la majorité des terres arables grâce à la canne à sucre (+ bananes et melons pour l'exportation), puis viennent les cultures fruitières semi-permanentes (22%), et les cultures légumières (12%).

Cf. le site du Conseil régional: <http://www.cr-guadeloupe.fr/>

Histoire : Une colonisation qui n'a jamais cessé !

On ne peut pas comprendre un pays sans en connaître son histoire, surtout celle de la Guadeloupe qui fut principalement marquée par la déportation massive, à partir des années 1670, d'esclaves noirs africains, ancêtres de l'immense majorité de la population actuelle.

Il y a plus de 4000 ans la Guadeloupe fut habitée par les Ciboneys puis les Arawaks et les Caraïbes-, vivant de la chasse, de la pêche et de l'agriculture. Après avoir résisté aux colonisateurs européens, les Caraïbes seront décimés dans les vingt premières années de la colonisation française de la Guadeloupe, qui débutera en 1635.

De 1643 à 1664, Charles Houël fut nommé gouverneur de la Guadeloupe, fonda la ville de Basse-Terre et devint propriétaire de l'archipel. C'est vers 1644 que se dessina la vocation économique de la Guadeloupe avec la culture coloniale de la canne à sucre. Comme cette culture exigeait une importante main-d'oeuvre, les Français imitèrent les Espagnols et importèrent des cargaisons d'esclaves noirs originaires d'Afrique. Ce terrible « trafic d'esclaves » durera près de 200 ans. Le fameux Code noir dépouillait les hommes, les femmes et les enfants esclaves de toute leur identité. Après le baptême catholique obligatoire, l'Africain devenait un « Nègre » et changeait de nom, forcé à abandonner ses habitudes vestimentaires et sa langue, puis marqué au fer rouge et affecté au travail servile. 90 000 esclaves en Guadeloupe en 1797...

L'esclavage fut aboli par la révolution française (1794) mais ensuite rétabli par Napoléon Bonaparte en 1802. Les Guadeloupéens ont résisté à ce rétablissement lors de la « guerre de Guadeloupe » et l'armée française massacra quelque 10 000 hommes et femmes, ce qui représentait environ 10 % de la population guadeloupéenne. Cette tuerie de mai 1802 avait pour objectif non seulement de remettre les Noirs sous le joug de l'esclavage, mais aussi de leur faire admettre que le maître blanc ne pouvait accepter d'être défié impunément. Il fallait en somme que la Guadeloupe serve d'exemple aux autres Nègres des colonies françaises, notamment Haïti.-

« Oui cher Monsieur, trois siècles d'esclavage ! la décimation des villages africains, l'embarquement forcé à bord des bateaux négriers, l'enchaînement à fond de cale dans la salissure et la pourriture, le viol permanent des négresses par vos marins, la mise en esclavage dans les plantations de canne à sucre, les tortures, les coups de fouet, les crachats, le mépris, la haine, la douleur, la condescendance. Trop, c'est trop ! » (Raphaël Confiant).

On estime que, entre 1650 et 1850, la France aurait importé 290 000 esclaves en Guadeloupe. Cependant, le recensement de 1850 ne mentionnait que 121 000 habitants, ce qui donne un bon indice du fort taux de mortalité parmi les esclaves noirs.

L'abolition définitive de l'esclavage par la France fut seulement décrétée le 27 Avril 1848.

Cela dit, l'esclavage continua sous une autre forme lorsque fut imposé le Code de l'indigénat qui correspondrait aujourd'hui à une autre forme déguisée d'esclavage des populations autochtones en les dépouillant de toute leur identité. Grâce aux pratiques discriminatoires imposées par le *Code de l'indigénat* (en vigueur de 1887 à 1946), les Blancs continuèrent de jouir de privilèges considérables. Mais la suppression de l'esclavage ne pouvait que nuire à l'économie de plantation de la Guadeloupe qui ne pouvait supporter des coûts de main-d'œuvre importants. C'est pourquoi, entre 1854 et 1885, le gouvernement français décida « d'importer » des immigrants indiens « libres »

(les coolies) provenant des comptoirs de l'Inde. Réputés dociles, ils furent 45 000 «coolies» (terme à connotation raciste formé des mots chinois *ku* et *li* signifiant «souffrance» et «force») à venir travailler en Guadeloupe (et en Martinique) pour une durée, en principe, de cinq ans. Beaucoup d'entre eux restèrent sur place à la fin de leur contrat, fondèrent une famille et devinrent bientôt des Guadeloupéens à part entière, tout en conservant leur religion et leurs habitudes culinaires, mais perdirent leur langue pour adopter le créole guadeloupéen.

Pendant quelques décennies, l'exploitation de la canne à sucre resta le secteur essentiel de l'économie, aidée en cela par la création de la Banque de Guadeloupe en 1851 et le Crédit foncier colonial en 1861. À partir de 1871, sans interruption, la Guadeloupe fut toujours représentée au Parlement français par des Guadeloupéens (surtout mulâtres).

C'est la Troisième République de 1870 qui marqua un certain progrès, car non seulement le suffrage universel masculin fut institué, mais l'enseignement public obligatoire, laïc et gratuit, fut étendu à tous les Guadeloupéens (1881). Toutefois, cet enseignement imposait la langue française... et la situation des classes ouvrières resta précaire, car la scolarisation des enfants impliquait des dépenses supplémentaires auxquelles les parents ne pouvaient pas toujours faire face. En réalité, le niveau de vie des Noirs et immigrés indiens ne connut une amélioration significative que vers le milieu du XX^e siècle.

De 1870 à 1914, la crise sucrière secoua la Guadeloupe, ce qui eut pour effet de concentrer les propriétés au profit des usines qui appartenaient déjà à des industriels de la Métropole. Il n'y en a plus que 2 aujourd'hui. Suivit un nouveau régime se réclamant du socialisme et incarné par Hégésippe Légitimus qui s'en prenait au quasi-monopole des mulâtres dans la vie politique locale au détriment des Noirs. En 1928, l'île fut ravagée par un terrible cyclone et les constructions commencèrent alors à se faire avec du béton armé. L'économie sucrière continua son développement, mais l'exportation de la banane et du rhum commença à concurrencer la canne à sucre avant la Première Guerre mondiale. Par la suite, le déclin de l'économie sucrière et les tentatives de reconversion de la canne à sucre ne favorisèrent pas la paix sociale.

En 1946, est votée la loi d'assimilation qui fait de la Guadeloupe, alors colonie, un département d'outre-mer.

En 1963, le gouvernement français créa le BUMIDOM, le Bureau des migrations des départements d'outre-mer, afin de soulager la région de l'augmentation démographique et de l'accroissement du chômage: le départ annuel de 10 000 Antillais vers l'Hexagone, afin d'occuper des fonctions subalternes dans la fonction publique (PTT, hôpitaux, administrations diverses), a constitué une solution temporaire, sans que les problèmes de fond ne soient abordés.

C'est aussi en 1963 que naît le mouvement nationaliste le **GONG** (Groupe d'Organisation Nationale de Guadeloupe). Dans la clandestinité.

1967 : graves émeutes à Pointe-à-Pitre. Les ouvriers du bâtiment se mettent en grève pour demander une augmentation de salaire de 2%. Les négociations échouent. Le 27 mai 1967 des rassemblements à Pointe-à-Pitre se transforment vite en émeutes sanglantes après l'intervention des CRS. 87 morts sont dénombrés selon Georges Lemoine, Secrétaire d'Etat à l'outre-mer sous le gouvernement de François Mitterand, mais jusqu'à aujourd'hui le nombre exact des tués n'est pas connu avec précision.

La décennie soixante-dix vit la montée de revendications indépendantistes nourries en partie par le marxisme et le modèle cubain; ces mouvements connurent un certain apaisement lors de l'adoption de la loi du 2 mars 1982, qui érigeait la région en collectivité territoriale et faisait de la Guadeloupe l'une des 26 Régions françaises. Les élites politiques guadeloupéennes reçurent alors un surcroît de responsabilités dans le développement économique de leur département, qui devint largement subventionné à la fois par l'État français et par l'Union européenne. Cependant, la transformation de l'économie et de la société guadeloupéenne, bien que nécessaire en raison de l'effondrement de

l'industrie sucrière (il ne reste que deux usines sucrières, l'usine de Gardel au Moule et l'usine de Grand-Bourg à Marie-Galante) s'est avérée bien difficile pour la population qui a dû se rendre à l'évidence: l'ancienne économie basée sur une agriculture d'exportation (banane, rhum et canne à sucre) n'avait plus qu'un avenir fort limité en Guadeloupe. Dorénavant, l'industrie prometteuse, c'était davantage le tourisme.

Le taux de chômage avoisine les 35 %. (60% chez les jeunes de 15 à 25 ans). En Guadeloupe comme aussi en Martinique, la problématique identitaire n'a pas été résolue, puisque l'assimilation à la culture européenne, surtout depuis l'intégration à l'Union européenne, s'avère en totale contradiction avec la réalité géostratégique de la Guadeloupe au sein des Antilles. Il importe de noter que, depuis plusieurs années, les Guadeloupéens s'impliquent davantage dans la gestion de l'île et la nomination d'un «Métro» à un poste clé est mal perçue. Enfin, les années quatre-vingt-dix ont été marquées par des grèves dont la revendication principale portait sur l'égalité des traitements entre Blancs et Noirs occupant des postes identiques.

Rapport de voyage : Lundi 22 Avril 2013

Le matin, Nathalie Minatchy me fait découvrir les différents quartiers de la ville de Pointe à Pitre, la capitale économique de la Guadeloupe, puis je déjeune avec Harry Archimède (Directeur de Recherche à l'INRA, membre de Kap Gwadeloup) au restaurant Doelmare, tenu sur le port du quartier de Lauricisque par un pêcheur.

Harry commence à m'initier à la connaissance de son pays, d'un point de vue culturel, historique et économique (il est lui-même ingénieur agronome).

Il m'apprend qu'aujourd'hui, alors qu'ils ne forment qu'un pour cent de la population, les «békés», ces descendants des colons blancs jadis propriétaires d'esclaves, contrôlent 40 % du secteur privé, dont l'agro-alimentaire, le reste étant aux mains ... des investisseurs de la Métropole. C'est dire combien le peuple guadeloupéen n'est pas maître de ses richesses ni des moyens de production et distribution. De plus, de façon générale, les Guadeloupéens ne consomment à 90% que des produits importés, ce qui a fait l'affaire de biens des entreprises françaises et multinationales. Toutes ont des entrepôts et magasins ici (Carrefour, MacDo, etc)

« L'un des moyens de sortir des pouvoirs coloniaux (de la « métropole » - la France, sur la Guadeloupe) est de se battre pour retrouver la souveraineté économique, en particulier alimentaire, au niveau de l'île, à travers une agriculture paysanne et la distribution des produits et services par des moyens et réseaux alternatifs aux marchés capitalistes, et les plus directs et équitables possibles ».

13 000 personnes travaillent dans la production agricole en Guadeloupe. Environ 8000 sont des chefs d'exploitation et co-exploitants, 1 500 sont des « actifs familiaux » - des personnes appartenant à la famille du chef d'exploitation - et 1800 des salariés permanents (dont 6 sur 10 travaillent dans les bananeraies). **3 500 emplois de salariés permanents ont été perdus en 10 ans**, essentiellement dans la banane. Le nombre des salariés saisonniers occasionnels reste stable et tourne autour de 11 100. À noter enfin que la profession reste essentiellement masculine. Seuls 22% des chefs d'exploitation sont des femmes (contre 19% en 2000).

En début d'après midi, nous allons à Petit Bourg pour visiter Santialys, une petite entreprise de fabrication de sirops. Gwénaelle, la créatrice de l'entreprise, nous explique que ces sirops sont élaborés uniquement à partir de plantes et fruits locaux, cultivés et récoltés en Guadeloupe : banane, groseille, mangue, sucre de canne, etc. Achats et dégustations... super !

Visite ensuite de la ferme de Philippe Rotin, paysan membre de Kap Gwadeloup et de l'UPG (Union des paysans guadeloupéens, reliée à la Confédération paysanne). Ici, on élève une quarantaine de porcs, nourris par des aliments qui proviennent de la ferme elle-même, où Philippe et son associé cultivent la canne à sucre, la banane, et plusieurs légumes et fruits.

Hormis cette autonomie, qui va jusqu'à la vente directe de la viande de porc par « cassettes » de quelques kg (préparées à l'abattoir local par Philippe) à des consommateurs, j'apprends la longue

et très intéressante histoire des **GFA en Guadeloupe**. La ferme de Philippe fait partie en effet d'un des nombreux Groupements Fonciers Agricoles qui existent en Guadeloupe et qui représentent une expérience des plus originales pour traiter, sinon résoudre, le gros problème de la propriété foncière, l'une des questions les plus importantes en agriculture, sur toute la planète...

*« Pour trouver des éléments de réponse il faut se pencher sur la gestion des déboires de l'industrie sucrière des années 80 /.../ En Guadeloupe le foncier et les usines étaient détenus en grande partie par de grosses entreprises métropolitaines qui avaient fini par les racheter aux békés suites à de nombreuses concentrations et restructurations. Ainsi moins attachés au devenir de l'île, au plus fort de la crise sucrière, les multinationales SOMDIA, Les Grands Moulins, SHNEIDER, EMPAIN (propriétaires des usines de Darboussier et de Beauport) s'envolaient vers d'autres horizons. Et se débarrassaient au passage de **11000 hectares (soit plus 1/6 de la surface agricole totale de l'époque en Guadeloupe)** ainsi que des quelques **3300 agriculteurs qui étaient dessus. Rien que ça...** Les agriculteurs menacés par cette restructuration étaient pour partie sous colonat (statut hérité de la période post-esclavagiste). Les colons étaient des exploitants qui « louaient » la terre à la condition d'y planter 80% de canne et de laisser une partie de leur récolte comme loyer (les 20% restant de la parcelle étaient considérés comme un jardin créole sur lequel ils pouvaient planter ce qu'ils voulaient et le vendre comme ils le souhaitaient). Ils étaient environ 2300. Les 1000 autres étaient des ouvriers agricoles qui avaient un statut semblable à celui des salariés. L'une des principales fonctions de [l'organisme] la SAFER fut d'acheter et de redistribuer ce foncier agricole (11 000 ha !) à une partie de agriculteurs en place. Aux autres, on a proposé « un lot jardin » (vous savez les 20% de jardin créole) pour un franc symbolique, accompagné d'une indemnité de retrait volontaire (spécialement créée pour l'occasion). Et ensuite on a attribué les lots « réforme foncière » aux anciens occupants (colons ou fils de colons puis ouvriers agricoles) ainsi qu'à de jeunes agriculteurs.*

***Mais pour garantir que ces terres-là resteraient des terrains agricoles, il a été mis en place un outil qui permettait aux agriculteurs d'exploiter les terres en toute autonomie, tout en les empêchant de céder aux sirènes de la spéculation foncière, ou de subir l'éclatement des parcelles après un décès. C'est ainsi qu'ont été créés nos GFA (Groupements Fonciers Agricoles). Dans ces structures, l'agriculteur est à la fois actionnaire et fermier. Il est actionnaire parce qu'il est propriétaire de parts du GFA. Il est aussi fermier car il loue la terre au GFA qui en demeure propriétaire. Cela évite de morceler l'exploitation de génération en génération ou de spéculation en spéculation. Imaginez qu'il a fallu expliquer tout ça aux agriculteurs, aux partenaires, aux collectivités et institutions, puis les convaincre, et enfin les accompagner pour que tout cela soit viable encore aujourd'hui. Tout cela montre comment la structure sociale du milieu agricole guadeloupéen a été transformée en profondeur. Ces événements ont surtout permis une redistribution des terres agricoles qui étaient concentrées entre les mains d'un petit nombre de gros propriétaires. Et ça, ça change beaucoup de choses !»** (<http://www.lemikadechaine.com/Mais-a-qui-appartient-la-terre.html>).*

Durant ces années 70 et 80, il y a eu de grandes grèves des ouvriers et des planteurs de canne à sucre, face aux grands propriétaires des terres et des usines de sucre. Ainsi sont nés les syndicats UTA (Union des travailleurs agricoles) et UPG (Union des producteurs agricoles de Guadeloupe). Des agriculteurs ont aussi occupé des centaines d'hectares pour pouvoir s'installer et vivre de leur travail (dans les communes de Sainte-Rose, Lamentin et Baie-Mahault). C'est aussi dans les années 70 que se sont développées les luttes et les organisations indépendantistes, en lien avec ces mouvements ouvriers et paysans (cf. plus loin).

Aujourd'hui la réforme foncière a donné naissance à **38 GFA sur 6700 hectares dans 10 communes de Guadeloupe. Elle a permis d'installer plus de 700 agriculteurs.** Les paysans d'un GFA ne détiennent que 40% des parts de capital mais sont majoritaires en voix pour les décisions en assemblées générales. Autre particularité : Les fermiers ainsi installés et organisés en GFA ont aussi bénéficié « d'un lot d'habitation », mais hors territoire GFA. Les agriculteurs n'habitent donc pas sur les terres qu'ils travaillent, ceci pour éviter le mitage de la terre par les

habitations, les hameaux, l'urbanisation... Ces règles sont pour le moins originales. Les occupations quant à elles, ont permis à 200 agriculteurs de s'établir sur 400 hectares. Toutes ces terres continuent à alimenter une partie de la production sucrière mais les cultures sur ces GFA sont de plus en plus diversifiées (maraîchage, production fruitière, manioc, maïs, élevage, accueil à la ferme, etc).

Philippe est donc l'un de ces fermiers, du GFA « Birmingham », sur la commune de Baie Mahaut depuis 25 ans... Alors se pose maintenant le problème de la transmission des terres et celui de la retraite... (maigre retraite d'agriculteurs + vente de ses parts de GFA + valorisation de son travail et des infrastructures ?). Philippe voit plutôt un « contrat de génération » (une association avec un plus jeune qui prendrait peu à peu la relève).

Mardi 23 Avril

Le matin, avec Nathalie et Agnès, visite à Pointe à Pitre de la Fresque commémorant la tuerie de 1967 (plusieurs dizaines de grévistes ouvriers du bâtiment assassinés).

Puis nous rencontrons **Luc REINETTE**, patriote guadeloupéen, ancien dirigeant de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) et aujourd'hui membre du FKNG. Il nous fait visiter le **Centre parasismique de Pointe à Pitre**, qu'il a fondé avec d'autres citoyens. Passionnant. Avec son camion « trembleur » (où nous sommes mis en situation de tremblement de terre et conseillés sur les comportements à avoir dans cette situation!).

Visite aussi du Monument commémoratif des 160 ans de l'abolition de l'esclavage (Quai Gatine, La Darse, Pointe à Pitre) et d'un chantier sur le port où se construit le **Memorial Act (Centre caribéen d'expressions et de mémoire de la traite et de l'esclavage)**.



A 11h, nous rencontrons Elie Domota dans son bureau de secrétaire général de l'**UGTG (Union générale des travailleurs de Guadeloupe)**. <http://ugtg.org/>

L'UGTG Elie Domota fut le porte parole en 2009 du LKP-, **Lyannaj kont pwofitasyon**, collectif qui regroupe une cinquantaine d'organisations syndicales, associatives, politiques et culturelles de la Guadeloupe. Nous avons surtout échangé sur les luttes et les moyens des Guadeloupéens pour se doter d'une réelle autonomie économique, en particulier sur le plan de la production agricole. Elie Domota pense que le grand mouvement de 2009 a non seulement permis une prise de conscience sur ce plan là, mais qu'il a aussi donné de la force à de plus en plus d'agriculteurs et de citoyens pour se réapproprier leur vie économique. Plusieurs marchés de vente directe ont en effet vu le jour sur des places ou des carrefours, le « jardin créole » a été revalorisé, etc. Mais les grandes surfaces sont ici aussi plus que jamais présentes...

<http://www.lkp-gwa.org/> : Le site officiel du collectif d'organisations syndicales, associatives, politiques & culturelles de Guadeloupe

<http://www.chien-creole3.blogspot.fr/>

13h : Avec Nathalie et Agnès nous participons à **une émission radio** de 15 mn pour présenter la soirée publique de demain à la médiathèque de Lamentin.

Dans l'après midi, Luc REINETTE nous emmène sur « **L'espace international du ka et des tambours du Sud** », situé sur la commune de **Petit Canal** (Nord Grande-Terre). Une visite là aussi très émouvante, car le ka (tambour) est unique et c'est l'instrument symbolique de la Guadeloupe et des Guadeloupéens. Je découvre aussi que les groupes de joueurs de **Ka** sont de plus en plus nombreux dans le pays. Ils se regroupent dans des clubs de quartiers et marchent au tambour dans les rues ou dans des manifestations culturelles, syndicales ou politiques.

Une visite d'autant plus émouvante que de l'autre côté de la route, ici à **Petit Canal**, à côté des ruines d'une ancienne usine à sucre, se trouve un monument érigé par les travailleurs de la région: *« le 4 février 1925, les petits planteurs de la région sont en grève, réclamant par la négociation un meilleur prix pour leur tonne de canne. Les militaires français mitraillent délibérément 6 ouvriers ! ».*

En fin d'après midi, réunion avec d'autres militants sur la question de l'éducation face à l'omniprésente colonisation culturelle...

Évidemment, le système actuel, tel qu'il est appliqué en Guadeloupe, passe sous silence les difficultés pédagogiques qu'entraînent l'enseignement exclusif de la langue française et l'importation du moule pédagogique métropolitain. N'oublions pas que la quasi-totalité des élèves n'est pas d'origine francophone, ce qui cause forcément des problèmes d'apprentissage, étant donné que les méthodes pédagogiques sont peu appropriées à des élèves dont le français constitue une langue seconde. La Guadeloupe vit une situation de dépendance quasi exclusive de la France, non seulement pour ce qui concerne son système d'éducation, mais aussi pour son approvisionnement en manuels et autres documents pédagogiques. Tous les enfants non blancs — la quasi-totalité — évoluent dans un milieu naturel et humain tout à fait différent de celui qui est représenté dans les manuels de classe européens et la plupart d'entre eux se perçoivent facilement comme étrangers dans leur propre pays, surtout quand on sait que les Guadeloupéens ont appris durant longtemps uniquement l'histoire de la France, jamais celle de la Guadeloupe.

Le Syndicat des personnels de l'enseignement en Guadeloupe demande la généralisation de l'enseignement du créole de la maternelle à la terminale, mais le gouvernement français fait la sourde oreille.

Je découvre qu'un groupe d'éducateurs (instituteurs, professeurs, parents), révoltés par la situation en général mais surtout par le chômage des jeunes, se réunit régulièrement avec pour projet la création d'une puis de plusieurs écoles, fondées sur une pédagogie qui respecte les enfants, leurs cultures (et bien sûr le créole) et leur créativité. *« Il s'agit d'une véritable révolution de l'éducation en Guadeloupe. C'est nous, et uniquement nous, qui pouvons inventer cela, n'attendons surtout pas des décisions politiques qui viendraient de la métropole ! ».*

Mercredi 24 Avril

Le matin, je rencontre Louis Théodore, vieux militant encore très actif, qui commence par me résumer l'histoire des luttes indépendantistes et ouvrières en Guadeloupe.

En 1946, une loi transforme les colonies de Guadeloupe, de Martinique, de la Réunion et de Guyane en départements français d'outre-mer. Mais si l'esclavage est aboli, il n'en reste pas moins que les conditions de travail et les rémunérations des salariés agricoles et des petits planteurs, coupeurs ou amarreurs (canne à sucre) restent misérables.

En 1963 est créé le premier parti ouvertement indépendantiste, le Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe (Gong). En 1967, le GONG participe à la grève des ouvriers du bâtiment. Cette grève va accélérer la prise de conscience au sein d'une frange de jeunes guadeloupéens. En effet, la grève s'achève dans un véritable bain de sang. Plus de 50 personnes sont abattues dont des militants du GONG. La répression s'abat sur le mouvement indépendantiste qui voit un grand nombre de ses militants incarcérés. D'autres continueront à militer dans la clandestinité, hébergés et protégés par la population. Ce travail au sein de la population (réunions politiques, écoles du soir, alphabétisation, valorisation de la langue créole, pratiques de « coups de mains » etc) entraîna de la sympathie à l'égard du GONG.

Parallèlement, les militants de la séparation d'avec la France investissent les syndicats. Sous l'impulsion de mon interlocuteur, est créé l'Union des travailleurs agricoles en 1970 (UTA). S'organisent de nombreuses occupations de terres, par les ouvriers agricoles, mais aussi des grèves pour des augmentations de salaires et des droits sociaux. En 1975, le prix de la tonne de sucre récoltée augmentera de 40%.

Trois ans plus tard apparaît l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG).

A partir de 1978, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) tente de porter le combat sur le terrain politique. Au sein même de la mouvance indépendantiste se détache un petit groupe qui prône l'action violente. L'ARC organise une série d'attentats pendant les années 1980, à la Guadeloupe et en métropole. Plusieurs indépendantistes sont alors emprisonnés, et libérés dans les années 80. Tous continueront à militer, dans des organisations politiques ou syndicales, pour que le peuple guadeloupéen puisse s'autodéterminer, notamment sur le plan de la souveraineté économique, et en particulier dans le domaine agricole.

Les deux décennies suivantes sont apparemment beaucoup plus calmes... mais les organisations populaires, syndicales et politiques, continuent leur travail et l'explosion sociale de 2009 est en partie fondée sur cette revendication d'autodétermination, avec le mot d'ordre « La Guadeloupe, c'est la nôtre. Ils ne feront pas ce qu'ils veulent de notre pays! ».

Théodore me parle aussi des **Groupements Fonciers Agricoles (voir Page 6) et de la SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF AGRICOLE DES PRODUCTEURS AGRICOLES DE LA GUADELOUP (SICAPAG), dont il est membre (lui-même cultive 10 ha).**

<http://www.sicapag-gpe.fr/>

Cette coopérative, constituée de 80 agriculteurs, est spécialisée dans les fruits et légumes. 7 millions d' Euros de chiffre d'affaire. 23 salariés.

13h : Une heure de débat télévisé en direct sur Canal 10, avec la journaliste Ybelise Boisset et Harry Archimède. Nous parlons souveraineté alimentaire, circuits courts et marchés paysans locaux, l'action de Kap Gwadeloup, de Minga...

14h30 : Marché des producteurs bios. Selon Christophe Latchman, président des producteurs bios en Guadeloupe : « Ici cette agriculture ne concerne que de petites surfaces (0,1% de la SAU), cultivées surtout en maraichage sur environ 60 ha au total. Actuellement, seul un marché hebdomadaire a été mis en place où sont commercialisés les produits issus des producteurs du groupement. La demande de produit est réelle, alors nous devons nous battre pour nous développer ».

17h : Rencontre avec Janey'Ann, une amie artiste vivant en ce moment en Guadeloupe: Voir absolument son site et son oeuvre : <http://www.janeyann.com/>

17h30 : Janey'Ann nous fait rencontrer Didier, maraicher à l'origine de la première AMAP... en Guadeloupe. Didier a beaucoup de mal à développer son activité.

19h : Intervention, Film « On trace le chemin », et débat

C'est une soirée publique, où participent une centaine de personnes. Après une introduction faite par Nathalie Minatchy, présidente de Kap Gwadeloup, c'est à mon tour de me présenter, et de résumer ce que nous entendons, chez Minga, par « faire ensemble pour une économie équitable ». Minga, qui regroupe à la fois des entreprises, des associations et des particuliers, encourage et soutient toutes les formes d'activité économique qui favorisent l'équité dans les relations économiques (travail, échanges, commerce) et le respect de la nature. Il s'agit pour nous à la fois d'analyser nos pratiques professionnelles et de nous engager collectivement dans un projet de société. En examinant les pratiques tout au long d'une filière, en exigeant plus de transparence sur les coûts, les prix, la répartition des marges, mais aussi les rapports sociaux et avec la nature, les membres de Minga proposent une nouvelle forme populaire de régulation économique, démocratique, et donc une autre économie, fondée non plus sur le profit et le pouvoir d'une minorité mais sur les besoins de tous les citoyens. Citant quelques exemples d'alternatives, qui depuis quelques années, à travers le monde, se multiplient dans tous les domaines : agriculture, foncier, alimentation, circuits économiques (autogérés par les citoyens), échanges équitables (fondés sur la souveraineté alimentaire), éducation, information, habitat, santé, énergies, habillement, etc.

Puis c'est le tour d'Agnès DENIS, de présenter le film qu'elle vient de terminer ici en Guadeloupe : « On trace le chemin » ! Pendant 90 minutes s'expriment les femmes et les hommes qui ont vécu et mené la grande grève générale de 2009 en Guadeloupe. Refusant productivisme et consumérisme capitaliste, ensemble ils ébauchent un chemin, à la fois collectif et à plusieurs voix, pour bâtir une société fondée sur des relations souveraines et équitables...

Le film a été ici très apprécié. A voir absolument !

Nous avons aussi présenté les deux livres : 1. "**Seule la diversité cultivée peut nourrir le monde**", ouvrage co-écrit à l'initiative de l'Association Minga (www.minga.com), par une trentaine d'auteurs, dont **KAP Gwadeloup**. Et « **La bio, entre business et projet de société** ».

Jeudi 25 Avril

Visite avec Delile et Michel, de Kap Gwadeloup, de l'Ile Marie Galante. A une heure de bateau de Pointe à Pitre. Avec mon petit fils, Shaïne, qui veut conduire le monstre... Super journée relax : repas créole préparé par Delile avec la « Soup a kongo » et sa queue de cochon (plat principal des esclaves car regroupant de 5 à 10 légumes locaux de cette terrible époque). Visite d'une Kassaverie familiale (production de farine de manioc et de kassav à la noix de coco). Visite de la distillerie Bellevue (rhumerie industrielle) et d'une petite miellerie artisanale (miel, bonbons, vinaigre, savon).

18h : Retour en bateau à Pointe à Pitre et réunion prévue avec des artisans au siège de l'Union des Producteurs agricoles de Guadeloupe (l'UPG, membre du LKP). C'est Maddly (de Kap Gwadeloup) qui m'introduit. Seulement 3 artisans ont répondu à une invitation passée la veille : « Si nous avons été averti avant, nous aurions été plus nombreux », affirme Joel F, fabricant artisanal de Ka, tambours traditionnels guadeloupéens (bois local et peau de cabri - petite chèvre), depuis 20 ans. Il y aurait une quinzaine de fabricants de Ka en Guadeloupe, et des formations de jeunes à ce métier, qui renaît depuis quelques années. Le Ka, symbole des révoltes des esclaves et des luttes contre le colonialisme... Murielle, de Saint Anne, récolte et vend des épices et des plantes aromatiques, du punch et des sauces créoles.

Et puis se présente Anicet C, artisan tourneur sur bois et directeur d'une étonnante coopérative d'artisans : Espace Art. Créée en 1990 par quelques artisans et avec le soutien de la Chambre des métiers, elle compte aujourd'hui une quarantaine de producteurs membres. Elle bénéficie d'un magasin de 250 m² qui au départ se situait au bord d'un petit centre commercial et qui maintenant se situe au cœur de ce même centre, qui a considérablement grandi en 20 ans, avec un hyper marché Carrefour et d'immenses parkings...

Je visiterai cette coopérative

Vendredi 26 Avril

En partant le matin vers le sud avec Harry, nous prenons en stop un agriculteur qui a pu s'installer aux abords du Parc régional de Basse Terre en pratiquant l'agriculture biologique sur 3 ha. Il nous parle d'agro-foresterie et d'un projet d'installation d'un millier de jeunes paysans sur des petites parcelles où l'on pourra produire fruits et légumes, vanille, café et cacao. L'objectif est de participer ainsi à autosuffisance alimentaire de la Guadeloupe.

Nous visitons tout d'abord l'incroyable jardin créole traditionnel de Roland, qui non seulement suffit à nourrir toute la famille mais aussi l'entourage. On y trouve tous les légumes et fruits d'origine guadeloupéenne, mais aussi un petit élevage où se côtoient les poules, les canards, 3 vaches et un cochon.

Nous avons ensuite rendez-vous avec M. Bureau au sud de Basse Terre. Il est paysan, cultivant 2 hectares en maraîchage, et président du « Groupement d'Intérêt Économique de Sud Basse Terre. »

Ce GIE regroupe une trentaine de petits paysans qui se sont organisés depuis plusieurs années pour vendre ensemble et localement leurs produits : légumes, fruits, volailles, œufs, etc.

L'adhésion au groupement est de 5€ par mois pour financer ses frais de fonctionnement mais il s'agit aussi de s'engager à respecter ce fonctionnement, très stricte, que les paysans ont déterminé collectivement. Ils se réunissent régulièrement pour planifier leurs cultures par saison, de manière à produire de tout en quantité suffisante, sans plus, et déterminer les produits à présenter à la vente chaque semaine. Leurs modes de culture n'est pas certifié biologique mais le respect du sol et de l'environnement reste très important pour eux. Tous les 15 jours s'organisent des groupes de suivi et d'auto-contrôle (5 paysans, à tour de rôle) pour visiter les fermes, se rencontrer, échanger, se conseiller, s'entraider.

« Ainsi tous les 2 mois, chaque ferme reçoit la visite d'un tel groupe de collègues. Notre GIE vend ses produits directement aux consommateurs tous les vendredi et samedi, sur le même lieu, dans la ville de Saint-Claude. . Il s'agit du bâtiment d'une coopérative qui a fait faillite et que nous occupons et aimerions acheter... mais la mairie a d'autres projets plus juteux. On est en procès !

Chaque semaine un groupe de 5 paysans du GIE, là aussi à tour de rôle, est dédié à la vente de tous les produits. Si des paysans proposent des produits similaires, par exemple des laitues ou des carottes, nous les vendons au même prix. Nos prix sont calculés équitablement par notre groupement sur la base du coût de revient, travail compris. Aucun de nous ne reçoit d'aide européenne. La caisse des ventes est collective et chaque début de mois les recettes sont réparties à chacun selon ses ventes, là-aussi en toute transparence. La transparence est l'une des principales règles du GIE. Une partie de la production est aussi vendue, chaque semaine, pour la cantine scolaire de Capesterre ».

Chaque paysan peut vendre ses produits aussi directement sur son exploitation mais à lui seul le système collectif (GIE) lui procure en moyenne environ 15 000 € par an. *« Ce que nous revendiquons, c'est avant tout la souveraineté alimentaire, régulée à la fois par les paysans et les citoyens ! ».*

Nous roulons ensuite quelques kilomètres à flanc de montagne pour découvrir une autre alternative tout aussi passionnante ! Nous rencontrons Henry JOSEPH, fondateur de **PHYTOBÔKAZ**, une petite entreprise de 6 personnes, fondée sur un nouveau concept de santé et de beauté. « Ici , m'explique Henry, nous travaillons à partir exclusivement des plantes et fruits locaux. : huile de Galba, extrait de banane et d'huiles essentielles, Zèb chawpantyé, Gomyé rouj, Zèb a pik. L'objectif est de revaloriser le patrimoine naturel guadeloupéen ».

Ici aussi la transparence complète est de mise. C'est en 2005 que M. Henry JOSEPH, pharmacien et docteur en pharmacognosie, et M Paul BOURGEOIS, professeur de chimie, ont créé le laboratoire et l'entreprise, que nous avons pu entièrement visiter. Les 6 produits qui sont réalisés ici font surtout partie d'une médecine préventive, utilisant des plantes locales et des procédés dont l'innocuité et l'efficacité sont scientifiquement prouvées. Rencontres là aussi passionnantes et fortes d'avenir...

www.phytobokaz.com

A 14h, déjeuner au restaurant de bord de route « Denis » (www.restaurant-chez-denis-gourbeyre.com), où le jeune gérant s'intéresse de près à nos démarches professionnelles et politiques : agriculture paysanne, santé naturelle, l'équité dans le commerce...

Puis Harry me conduit à Maddly, professeure, et secrétaire de Kap Gwadeloup, qui me prend en charge toute la soirée : RDV tout d'abord à la coopérative « Espace Art », Destrellan 97122 Baie-Mahault (espace.art@wanadoo.fr). Accueil très chaleureux par Anicet CLAMY qui me fait découvrir le magasin dont son espace « art » (pièces uniques), son espace « mode » (très belle exposition de très beaux vêtements) et le reste du magasin : tee-shirts, verrerie, miroirs, bois tournés...

Marché de producteurs au Gosier, ville côtière touristique au nord de Pointe à Pitre : une cinquantaine de stands, toutes sortes de légumes et de fruits, poissons, miel, pain, bijoux, bel artisanat en Calebasses, punch artisanaux, et même du fromage de cabri !

Le soir Maddly me ramène aux Abymes où nous passons un moment, dans un quartier populaire, avec un groupe de Ka, une vingtaine d'hommes jouant du tambour en marchant (très vite...).

Samedi 27 Avril

Réunion avec une quinzaine de membres des Conseils d'administration, et leurs présidents, de Kap Gwadeloup et de l'Union des Producteurs agricoles de Guadeloupe (l'UPG, membre aussi du LKP).

Cette rencontre a lieu à la « **Ferme de découverte** » VICNET , que nous commençons par visiter (agriculture, maraîchage, plantes ornementales et médicinales, petit élevage). En plus de son activité agricole, le couple qui nous accueille reçoit des groupes pour des repas ou pour des visites pédagogiques. La ferme fait partie là-aussi d'un GFA. Ferme de découverte VICNET, Belle espérance, 97111 Morne à l'Eau (earl.vicnet@wanadoo.fr).

Cette réunion a pour but de faire un petit bilan de mon voyage ... Une nouvelle fois j'explique Andines et surtout MINGA, nos luttes et nos activités pour une économie équitable. Beaucoup de questions. Je résume ensuite toutes les visites et les rencontres que j'ai vécues durant ce très court séjour, promettant le compte rendu que vous avez entre les mains... et j'écoute et remercie les organisations et leurs militants pour leur gentillesse et leur grande disponibilité.

Dimanche 28 Avril

Il pleut à Petit Bourg, mais mon fils et sa famille m'emmènent sur une plage, pour la seconde fois en une semaine, mais de l'autre côté de l'île, là où il fait un beau soleil.

Deux heures de rêve « sous les cocotiers»... et ensuite l'aéroport.

Triste de quitter tous ces amis, mais heureux d'avoir tant appris, de savoir que nous allons continuer nos luttes et qu'ensemble nous allons construire une autre société.

Le 23 Mai, la ville de Saint Denis (93), lors de la Journée du souvenir des victimes de l'esclavage colonial, a inauguré un monument à la mémoire des esclaves, un monument érigé face à la Basilique des rois de France...

MB

Annexes

I. Revendications des grévistes

Pour la grève générale qui touche l'île depuis le 20 janvier 2009, le LKP a proposé 146 revendications pour lutter contre la vie chère, réparties en 10 domaines distinctifs :

- ⌚ le niveau et les conditions de vie (dont les logements et les transports) ;
- ⌚ [l'éducation](#) ;
- ⌚ la [formation professionnelle](#) ;
- ⌚ [l'emploi](#) ;
- ⌚ les droits syndicaux et les libertés syndicales ;
- ⌚ les [services publics](#) ;
- ⌚ la [production](#) ([agriculture](#) et [pêche](#)) ;
- ⌚ l'aménagement du territoire et les [infrastructures](#) ;
- ⌚ la [culture](#) ;
- ⌚ l'arrêt de ~~l'la-sur~~-exploitation.

Les principales revendications qui se démarquent des autres sont notamment :

- ⌚ Un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 euros des bas salaires, des retraites et des minima sociaux afin de relever le pouvoir d'achat, de soutenir la consommation des produits guadeloupéens et plus généralement la demande
- ⌚ Un salaire minimum guadeloupéen calculé sur le coût réel de la vie en Guadeloupe
- ⌚ La baisse des taux de la taxe sur les carburants
- ⌚ La suppression de la taxation des produits locaux.
- ⌚ Le gel des loyers pour une période indéterminée, et pour l'année 2009 l'annulation de l'augmentation de 2,98 % de ceux-ci
- ⌚ L'obligation d'embauche des travailleurs handicapés au lieu du paiement de la pénalité prévue par la loi.
- ⌚ La transparence sur la fixation des prix de l'eau, des transports, des carburants, des loyers, du gaz, de l'électricité, des nouvelles technologies de l'information et de communication
- ⌚ La baisse immédiate de 50 centimes du prix des carburants
- ⌚ La baisse du prix de l'eau, du prix de transport de passagers, du prix des communications
- ⌚ La suppression des taxes sur les engrais, désherbants, semences, aliments de bétail et gazole, etc., destinés à la production agricole
- ⌚ L'arrêt de l'implantation de nouvelles stations-services
- ⌚ La prise en compte essentielle dans la programmation des médias de la langue et de la culture guadeloupéennes.